

18 03 2008

« Pourquoi Paul Jorion est-il contre la décroissance ? »

Publié par Paul Jorion dans [Economie](#), [Anthropologie](#), [Questions essentielles](#), [Constitution pour l'économie](#)

Le 11 mars, Alain Caillé transmettait aux membres du MAUSS (Mouvement Anti-Utilitariste dans les Sciences Sociales) un texte de Marc Humbert intitulé « [Des slogans pour mobiliser les foules et faire bouger le Monde - croissance, développement, développement durable, décroissance...](#) ». Quelques jours plus tard, Fabrice Flipo répondait à Marc Humbert. Un échange s'instaurait entre eux sur ces questions. Comme vous le verrez, à un certain moment le débat se mit à s'intituler « Pourquoi Paul Jorion est-il contre la décroissance ? », une référence à mon billet du 23 février intitulé [Pourquoi je ne suis pas en faveur de la décroissance](#). Je rappelle en deux mots ce que j'y expliquais : que – c'est l'anthropologue physique qui parle – l'espèce est foncièrement « colonisatrice » et qu'il ne me paraît pas réaliste – c'est l'anthropologue social qui parle – de considérer qu'il lui soit possible de 1) ralentir, 2) stopper, 3) enclencher la marche-arrière. La fuite en avant est trop enracinée dans sa nature et on perdrait moins de temps et on gaspillerait moins d'énergie en canalisant de manière plus réaliste cette fougue vers des objectifs de rationalisation, nettoyage, domestication avancée des énergies renouvelables, etc. Ceci dit, je suis le premier à dire qu'il n'y a pas une minute à perdre !

J'ai pensé que ce débat vous intéresserait. Marc et Fabrice m'ont très aimablement autorisé à mettre leurs textes à votre disposition.

Fabrice Flipo

Le 14 mars 2008 13:06

Sujet : Un texte de M. Humbert sur la croissance, le développement, la décroissance etc.

Chers amis,

Il me semble toutefois que ce texte ne saisit pas la spécificité du mouvement écologiste - la "seconde altermondialisation" qui est l'altermondialisation écologiste (IFG etc.) - et donc pas ce qui fait l'intérêt de la décroissance. Pour cela il faudrait envisager le sujet non pas comme un problème de production / consommation et d'addiction réelle ou supposée à cette production / consommation mais à la question de la technologie (la logique de l'évolution technique) et l'anthropologie sous-jacente au développement. La primauté de l'échange économique dans nos sociétés se comprend au regard des buts qu'elle poursuit et des réalisations qu'elle affirme avoir effectué (maîtrise de la nature, combat contre la rareté, puissance technique etc.). Cela n'est ni déconstruit ni même abordé. Pareto etc. sont des lectures d'économiste, ce qui fait agir les firmes et les individus est bien différent et c'est de ça dont il est question si on veut changer la structure de l'espace public à l'égard des enjeux écologiques.

Aujourd'hui en effet "l'autre monde possible" peine à être décrit. Ceci dit le communisme n'a jamais été décrit, il a été rêvé. Aujourd'hui les promesses technologiques continuent de faire rêver. Ce sont elles qui empêchent toute remise en cause du modèle actuel et non l'addiction à la consommation. L'*homo economicus* n'est rien sans *homo industrialus*, Boulton n'est rien sans Watt, le vendeur n'est rien sans l'ingénieur qui fabrique les propriétés matérielles qui permettent au vendeur de réaliser sa vente. On ne vend pas de "la consommation" mais des

usages - matériels. Une nature qui n'est pas réduite à des ressources et des puits (évier ou poubelles) ne peut héberger qu'un être humain différent - les deux sont liés, car l'interaction herméneutique et pratique est continue. La décroissance parle aux gens et pose des problèmes concrets qui sont ignorés par un grand nombre de théories abstraites sur le développement durable. Le mot n'a même pas besoin d'être prononcé, il vient spontanément quand on étudie les problèmes en question.

Enfin s'il est certain que "la décroissance" ne permet pas d'entrer par effraction dans tous les publics, tel n'est pas forcément le but : en l'absence de mot clé miracle, on procède public par public avec ce qui marche. Quelqu'un a-t-il quelque chose de mieux à proposer en ce moment ?

Nous aurons encore l'occasion d'en discuter.

Bien à vous,

Fabrice

Humbert Marc

Le 14 mars 2008 17:21

Sujet : Un texte de M. Humbert sur la croissance, le développement, la décroissance etc.

Cher Fabrice,

Je suis assez d'accord, on peut envisager les questions autrement que sous l'angle que j'ai choisi dans ce texte. En particulier je ne cherche pas à recenser et analyser les discussions infinies entre militants et chercheurs par exemple sur "Développement" ; je n'ai pas pris "cet angle" bien qu'il ait un intérêt pour l'histoire de la pensée, et pour aider à y voir clair; mais ces discussions m'ont paru avoir été de peu d'effet sur les pratiques (- les militants ont continué à financer des microréalisations ou des puits et les Gouvernements de l'aide à la croissance le tout pour des pays qui restent classés selon leur PNB/tête). Pour ce qui est du rêve technique, je n'en vois pas une expression explicite (comme cela fut) même s'il y a comme une acceptation de sa banalisation ; ceux qui en font un argument pour justifier leur comportement, c'est, comme la décroissance, le lot d'un happy few - je ne formule pas un jugement de valeur avec "happy". Le rêve ordinaire du plus grand nombre me paraît être celui du pouvoir acheter. Tu demandes si quelqu'un a autre chose de mieux à proposer en ce moment que décroissance ? Peut-être, en tout cas, ce n'est pas connu ; et ce qui marche le mieux, c'est ce que ce texte dit, c'est "décroissance" mais, très très loin derrière pouvoir d'achat et croissance. Ceux qui veulent que cela progresse dans ce sens, il faut qu'ils rament comme tu le fais avec ton colloque Degrowth !

La lutte des classes en son temps, le syndicalisme et les partis politiques de gauche et communiste - plus dans certains pays que d'autres-, ont beaucoup plus mobilisé et de manière politique face au capitalisme et aux inégalités que la mobilisation "populaire" actuelle contre les atteintes à l'environnement.

Alors pour les décroissants, au boulot ! Pas de paresse...

amitiés

Marc

Humbert Marc

Fabrice Flipo

Le 17 mars 2008 9:24

Sujet : Un texte de M. Humbert sur la croissance, le développement, la décroissance etc.

Cher Marc

J'interviens souvent auprès des organisations de solidarité internationale. Je constate que "la décroissance", l'enjeu écologique, le développement durable etc. appelle cela comme tu veux pour le moment, change bel et bien les pratiques. Et très profondément. Mais pour cela il faut prendre au sérieux les problèmes sous-jacents. Je vois aussi que la problématique travaille énormément dans le domaine du management et de l'ingénierie, dans les entreprises, car j'interviens là aussi. Les gens ne voient pas où ça mène mais ils voient bien que ce qui est en jeu n'est pas un petit ajustement. Le risque de "savant fou" est aujourd'hui l'un des plus craints par nos concitoyens. Les signaux sont là pourvu qu'on les observe. Idem au niveau de la diplomatie. Bien sûr tout cela est minoritaire pour le moment, mais l'analyse des enjeux ne doit pas se contenter de cartographier le présent, sans cela ce n'est pas de l'analyse des enjeux.

Par ailleurs du côté colloque sur la décroissance, avec 200 demandes de participation et près de 100 résumés reçus, sans publicité, on ne rame pas trop, merci. Le fait que la majorité des concitoyens aient des problèmes de pouvoir d'achat n'est pas en soi contraire à l'analyse que je propose. Le fait que l'INSEE ait récemment inventé la catégorie de la "consommation contrainte" va plutôt dans mon sens : le pouvoir d'achat est demandé non pas parce que l'idéologie de la conso continue de triompher sur celle de la décroissance mais parce que les systèmes techniques parlent à l'impératif. Autrement dit au-delà de l'acte d'achat, ils induisent des effets de structure et de "path dependency" dont il n'est pas aisé de sortir (voir Alain Gras, autre membre de la "bande décroissante"). Ne pas confondre le "mot-obus" de la décroissance avec la problématique scientifique, zone interdite de l'économie depuis plus d'un siècle - à part sous le terme "récession", ce qui a l'inconvénient d'aboutir à la conclusion que notre avenir sera noir (la croissance) ou noir (la récession) - pas très réjouissant. N'y a-t-il donc aucun enjeu théorique à chercher à dépasser cette antinomie ? Je pense que si. Et dans ce cas il faut prendre au sérieux l'hypothèse d'une décroissance, toute autre démarche est pour moi à côté du sujet.

Les écologistes ont en effet moins mobilisé que les syndicalistes. Et alors ? Quelles conséquences en tire-t-on pour l'avenir ? Les questions de recherche qui m'intéressent sont : comment expliquer l'incroyable apathie des sociétés industrielles face à la crise écologique ? Qu'est-ce qui est en jeu dans cette crise ? etc. Je considère comme acquis, à ce stade, qu'il n'y aura jamais de retour des syndicats et que le changement viendra d'ailleurs, peut-être des associations, ce n'est pas encore écrit.

Bien à toi,

Fabrice

Humbert Marc

Le 17 mars 2008 10:06

Sujet : pourquoi Paul Jorion est il contre la décroissance ?

Cher Fabrice,

Mon texte n'est pas un plaidoyer pour la décroissance. Ce n'est pas non plus un plaidoyer contre la décroissance ni même contre sa prise en considération scientifique. Tu peux y lire ceci par exemple, qui incite y inclus ses contempteurs à la considérer avec attention scientifique.

“Pour le mode de fonctionnement du monde actuel, un taux de croissance négatif, c'est une crise et les mesures, auxquelles les décideurs et les acteurs sont habitués, sont des mesures de relance pour inverser la tendance: il faut réfléchir à définir des mesures au contraire d'accompagnement et de prolongement de la tendance. Pour que le slogan ait quelques soutiens du côté de gouvernants responsables, il faut leur préparer, comme l'a demandé Sicco Mansholt, des scénarios bien documentés. Car comme il l'indique, c'est une opération qui va modifier profondément la société et il est de la responsabilité des gouvernants de porter grande attention aux conséquences de leurs décisions et d'organiser toutes les mesures d'accompagnement nécessaires. Quelle que soit l'opinion que l'on peut avoir sur ce slogan, il serait urgent de préparer de tels scénarios.”

Simplement j'essaie de trouver les raisons qui font qu'elle mobilise si peu alors que comme tu le défends, cela semble si essentiel. Pourquoi l'obus a fait si peu de dégâts pour le moment ? Nous expliquer, mieux certainement que je ne le fais dans mon texte, combien il y a quelques dizaines de millions qui s'y intéressent dans le monde et combien ils ont raison sur le fond, ne me donne pas des éléments pour corriger ma copie sur le sujet qui est le sien. Pourquoi des milliards de personnes continuent à courir après la croissance, pourquoi Paul Jorion est-il contre la décroissance?

Amitiés
Marc

Fabrice Flipo
Le 17 mars 2008 10:42
Sujet : pourquoi Paul Jorion est il contre la décroissance ?

Excellente question, tant il me semble étonnant d'être pour la croissance, si l'on prend un peu de recul historique (de l'ordre du siècle minimum).

Fabrice

Fabrice Flipo
Le 17, 2008 11:36
Sujet : pourquoi Paul Jorion est il contre la décroissance ?

Pour info, [l'étude Ethicity](#) parue en 2006 sur le comportement et les motivations des acheteurs face au DD.

Ca vaut ce que ça vaut, question interprétation, mais ça permet d'étayer au moins en partie ce que j'ai affirmé avant. Voir aussi “De la résistance ordinaire” de Michelle Dobré. Trop peu de travaux socio sur ces sujets, bien sûr, mais ça augmente vite - plus du côté entreprise que du côté université.

Fabrice

Fabrice Flipo

Le 17 mars 2008 12:17

Sujet : dernier msg

Hello

Je corrige les rapports de mes étudiants sur le développement durable et les hypermarchés Carrefour... Ils ont interviewé le directeur DD de chez Bouygues, qui dit clairement que le monde a compris qu'il fallait changer d'orientation - et je pense que Martin Bouygues lui-même est d'accord avec cela, je le sais de source sûre. Quand on voit ce qui se passe suite au Grenelle, l'engagement des gens ici et là etc. Vous me direz tout ça ne fait pas une révolution, c'est vrai, mais demandons-nous aussi s'il faut agir ou subir !

Autrement dit la prise de conscience d'un "gros problème" touche très très large, même si la réflexion semble CSP++ pour le moment. On est loin du "petit monde militant". Bien sûr certains s'illusionnent encore sur la capacité de concilier écologie et économie, mais en off c'est de moins en moins le cas. Le problème est que personne ne veut ouvrir la "boîte de Pandore" de la décroissance, tout en affirmant en off que c'est ça qu'il faudrait. Parce que ça pose d'innombrables problèmes - qu'on ne soupçonne pas tant qu'on considère que c'est un non-sujet...

Côté militants, regardons aussi les revendications de la LCR, l'évolution d'Attac etc. Les partis sont en retard, c'est clair.

Ces évolutions s'accompagnent de changements anthropologiques profonds, en particulier du côté de l'*homo economicus* tant célébré - l'inverse est impossible, et d'ailleurs M. Tout le monde le voit immédiatement : l'*homo economicus* est radicalement incompatible avec la rationalité dont l'écologie a besoin pour exister... Cette question-là me semble réglée, ce qui m'intéresse c'est : quelle ratio nouvelle ? quelles polarités ? quels conflits ? où en est-elle de sa progression ? quels seront les prochains coups ? etc.

Fabrice Flipo

Humbert Marc

Le 17 mars 2008 19:21

Sujet : dernier msg

Cher Fabrice,

Si Martin Bouygues ou d'autres ont compris que Grenelle ou le DD est nécessaire, c'est certes une évolution. Il doit y en avoir beaucoup d'autres qui en sont persuadés. Quoique Grenelle ce n'est pas de la décroissance...

C'est bien sous ta plume que je lis:

"Le problème est que personne ne veut ouvrir la "boîte de Pandore" de la décroissance",

Je suis d'accord avec toi "personne ne veut ouvrir la "boîte de Pandore" de la décroissance, personne (à part quelques uns...)

Et mon papier essaie d'y trouver des explications. Pourquoi presque personne? Mais tu ne m'en donnes pas de nouvelles. Tu expliques simplement pourquoi tous ceux qui ne l'ouvrent pas, c'est à dire "tout le monde (= le contraire de personne)" et pas seulement Paul Jorion, tous regardent ailleurs pendant que...

Enfin, si tu n'en donnes pas de nouvelles, tu me confirmes quelques explications que j'avance dans le papier : c'est que pour mobiliser du monde il faudrait répondre à ces questions qui t'intéressent, en trouvant des "Phares" pour éclairer l'horizon de manière sympathique et mobiliser la population comme écrivait ailleurs Danielle Mitterand :

"quelle ratio nouvelle ? quelles polarités ? "

Au boulot, ami
Marc

23 02 2008



[Pourquoi je ne suis pas en faveur de la décroissance](#)

Publié par Paul Jorion dans [Economie](#), [Anthropologie](#), [Questions essentielles](#), [Politique](#), [Constitution pour l'économie](#), [Philosophie](#)

– Sombrier. – Sondez ce mot. Votre *mort* est bien pâle
Et pas grand'chose à bord, sous la lourde rafale...
Pas grand'chose devant le grand sourire amer
Du matelot qui lutte. – Allons donc, de la place ! –
Vieux fantôme éventé, la Mort change de face :
La Mer ! ...

Noyés ? – Eh allons donc ! Les *noyés* sont d'eau douce,
Coulés ! corps et biens ! Et jusqu'au petit mousse,
Le défi dans les yeux, dans les dents le juron !

La fin, Tristan Corbière

Quand je réfléchis à cette question d'une constitution pour l'économie j'aborde toujours ma réponse en me demandant : « Qu'est-ce que l'espèce peut digérer ? » Comme vous le savez je n'ai pas une très haute opinion de la race humaine sous sa forme originale : brutale et arrogante dans son « état de nature », mais je l'aime sous sa forme avancée : l'« état de culture », celle où elle est parvenue à s'auto-domestiquer. Ceci dit, cette auto-domestication possède à mon sens des limites : tout n'y est pas possible, la nature primaire peut être infléchie mais non éradiquée et il convient toujours d'une certaine manière, de « faire avec ».

C'est là qu'intervient la première partie de mon « non » à la décroissance : l'espèce est « colonisatrice », au sens que l'on donne à ce terme en dynamique des populations, et à cela on ne pourra à mon avis rien faire. Mais ceci n'exclut pas qu'il existe un devoir de poser la

question de la décroissance, quitte à lui répondre « non ». Paradoxalement, c'est dans ce que disent certains de ses partisans que je trouverai la seconde partie de mon « non » : mon refus du pessimisme de l'âme heideggérien.

J'ai bien connu à une époque, Michel de Certeau. J'avais vingt-huit ans et les conversations que nous avons eues à Cambridge ont été des moments privilégiés dans ma vie. Nous étions d'accord sur tout et en réalité sur rien. Je me souviens d'une remarque de Lacan, dans un de ses séminaires, je cite de mémoire : « C'est vrai que je dis là la même chose que X (je crois me souvenir qu'il s'agissait de Daniel Lagache – on me corrigera là-dessus), mais vous comprenez bien que si X et moi nous disons la même chose, ça ne peut pas avoir la même signification ! » Pareil pour de Certeau et moi : son point de départ et son point d'aboutissement restaient cette « abdication » de l'homme que Marcel Gauchet – après Feuerbach – dénonce à juste titre dans la religion : attribuer à Dieu un pouvoir qui est en réalité le nôtre, et y renoncer au nom de cette illusion.

Le mot « Heimweh » est un de ces mots germaniques véritablement intraduisibles en français. Quand Heidegger dit « la philosophie comme Heimweh », on traduit par « mal du pays » ou par « nostalgie » et on effleure maladroitement ce qu'il a cherché à dire. Le « Heimweh » c'est le pessimisme de l'âme provoqué par la détresse devant quelque chose qui nous dépasse et qui nous écrase à ce point par sa puissance qu'il ne nous laisse comme seule consolation que la nostalgie du sein maternel : c'est ça la philosophie comme la conçoit [Le philosophe H.](#)

Si je vous raconte tout cela, c'est parce que la décroissance chez Alain de Benoist a sa racine dans son « sens du sacré », qui pêche dans les mêmes eaux que le « Heimweh » chez Heidegger : le repli dans l'humilité. Ce n'est pas moi qui l'invente : lisons le chef de file de la « Nouvelle Droite » citant le Heidegger des [Chemins qui ne mènent nulle part](#) : « La détresse en tant que détresse nous montre la trace du salut. Le salut évoque le sacré. Le sacré relie le divin. Le divin approche le dieu ». Et c'est pourquoi je fonde ma seconde raison pour rejeter la décroissance dans le fait que de Benoist précisément la soutienne.

Ce faisant, je risque bien entendu de jeter le bébé avec l'eau du bain mais ce risque, je l'assume. Et j'irai plus loin : je m'élève en faux contre de Benoist quand il affirme que « Le décès de l'espérance révolutionnaire dans un salut terrestre constitue l'événement spirituel de cette fin de siècle [PJ : le XXè] » parce que ce décès n'a pas eu lieu et n'aura pas lieu tant que je serai là. Je l'ai dit : nous sommes une espèce brutale et arrogante. La brutalité m'est abjecte, l'arrogance au contraire m'est hautement sympathique, c'est elle qui sous-tend tous ces gros mots qui me font du bien quand je les prononce : Raison, Progrès, Moderne, Esprit des Lumières !

La planète est trop petite et nous l'avons enfumée. Nettoyons la, je ne suis pas contre. Mais surtout, nom de Dieu, conquérons les étoiles !

Ce bulletin a été publié le Samedi 23 février 2008 00:35 am et est classé dans [Economie](#), [Anthropologie](#), [Questions essentielles](#), [Politique](#), [Constitution pour l'économie](#), [Philosophie](#) Vous pouvez suivre les réponses à ce bulletin avec le fil [RSS 2.0](#). Vous pouvez [répondre](#), ou faire un [rétro-lien](#) depuis votre site.

17 réponses à «Pourquoi je ne suis pas en faveur de la décroissance»

1. [Jean-Paul Vignal dit :](#)
[23 février 2008 à 02:05 am](#)

Malgré la très judicieuse remarque sur Michel de Certeau, je prends le risque de dire que suis tout à fait d'accord avec Paul. Les principes sur lesquels se fonde la décroissance ne sont pas critiquables, car ils reprennent la plupart des thèmes du développement durable vrai, pas ceux de l'ersatz surmédiatisé que l'on nous sert tous les jours. Mais je n'aime pas trop l'esprit qui me rappelle souvent une version moderne du malthusianisme et du repli égoïste sur soi. Plutôt que d'utiliser le terme de décroissance, je préférerais de loin que l'on parle de croissance raisonnée et raisonnable, pour espérer donner un jour à 8/10 milliards d'humains une vie convenable. Il « faut » absolument ne pas se résigner à la décroissance, et croire, au contraire, que le savoir peut toujours être créateur d'autre chose que de la destruction des hommes et de l'environnement!

Jean-Paul

2. *jean-louis prat dit :*
[23 février 2008 à 07:50 am](#)

Il y a quelques bonnes raisons pour préférer l'expression "objecteur de croissance"

3. *jean-louis prat dit :*
[23 février 2008 à 10:07 am](#)

Sur le fond, l'essentiel est de bien voir qu'A de B ne souscrit à la décroissance que pour convertir ses lecteurs à la pensée de Heidegger : c'est particulièrement clair si on considère l'ordre dans lequel il a rangé les textes réunis dans son livre ; le plus récent figure en tête, il exerce un rôle de *captatio benevolentiae* à l'égard d'un public qu'on peut supposer intéressé par le thème de la décroissance, et conclut sur la nécessité de dépasser les vieux clivages. Puis viennent les textes "Sur l'écologie I" et "Sur l'écologie II" qui reprennent, le premier une intervention faite en 1993 à un colloque annuel du GRECE, "Les enjeux de l'écologie", l'autre un bouquet d'articles publiés dans *Eléments* en 1994 (Les deux écologies, Ecologie et religion, La fin de l'idéologie du progrès). C'est là qu'il développe l'essentiel : condamnation de l'écologie "superficielle" - i.e. environnementaliste - condamnation du christianisme, des Lumières, et de l'idéologie du progrès. Enfin le dernier texte, qui reprend un article paru en 1993 dans *Krisis*, "La nature et sa valeur intrinsèque", culmine et conclut sur un éloge dithyrambique de Heidegger. Bien entendu, il a bien le droit d'être heideggerien, et nous gardons le droit de ne pas le suivre. Jean-Louis

4. *mireille chabal dit :*
[23 février 2008 à 11:06 am](#)

Oui, c'est bien cela l'heideggeromania et la non liquidation du nazisme. La "décroissance est une mauvaise bannière pour des idées justes car elle suggère la mort, l'entropie, le retour à l'inorganique. L'homme est un vivant pensant : il n'est pas que vivant, il n'est pas un Super vivant, pour être pensant il faut qu'il soit vivant-mourant, c'est la relativisation de la vie par la mort qui permet l'épanouissement du vecteur médiant, celui de la conscience de conscience, de la pensée.

Il ne faut pas oublier la mort, mais transformer le vivant pensant en mourant pensant est une erreur et une faute. Oui, conquérons les étoiles ! Mireille.

5. *JM Bouquery dit :*
[23 février 2008 à 15:15 pm](#)

(Dé)croissance de quoi ? Evident ?

Le plus à craindre est de croire ne pas être d'accord, ou en avoir envie .

6. *Alain Caillé dit :*
[23 février 2008 à 15:56 pm](#)

Puisque la discussion se met à tourner autour d'Alain de Benoist, voici copie de la lettre ouverte que je lui ai adressée il y a 3/4 ans, qu'on trouve sur le site de [La Revue du MAUSS](#), mais qui semble ignorée de nombre d'entre vous/nous :

Alain

LETTRE OUVERTE À ALAIN DE BENOIST,

Précisant une fois pour toutes que le MAUSS n'a rien à voir avec la Nouvelle Droite...

Par Alain Caillé

Monsieur

La Revue du MAUSS vous a ouvert ses pages en 1991, dans le n° 13 de la Revue trimestrielle, intitulé « Droite ? Gauche ? », dans lequel nous interrogeons plusieurs directeurs de revue (Olivier Mongin, Michel Maffesoli, Edgar Morin, Jean-Marie Vincent, Jacques Bidet, etc.) sur la signification qu'ils attribuaient à cette opposition. Il y fallait un peu de courage. Je n'ai jamais douté que l'ouverture que nous vous ménagions ainsi nous vaudrait les suspicions et les anathèmes des bien-pensants ou vigilants de tout poil ; ainsi que quelques ennuis. Mes prévisions ont été amplement confirmées.

Je ne regrette pourtant pas un seul instant la décision prise alors. Je suis pour ma part allergique à toutes les censures et reste persuadé que le seul moyen d'affronter un adversaire est d'entendre ses raisons et de se donner les moyens de les réfuter. Toute autre attitude relève de la lâcheté morale et intellectuelle. Et voue à l'impuissance. Dès lors que vous étiez prêt à argumenter et à mobiliser à cet effet l'érudition et le brio que personne ne vous conteste, j'aurais été curieux de vous entendre même si vous aviez professé des opinions réactionnaires, anti-démocratiques, voire fascistes ou racistes. Histoire de savoir à qui et à quoi on a affaire.

Mais, dans votre cas, les choses se présentaient de façon infiniment plus complexe. Ancien militant des groupes d'extrême droite qui militaient pour l'Algérie française, vous vous réclamiez désormais d'une Nouvelle Droite ayant abjuré des pans entiers de ses doctrines anciennes. Vous aviez été raciste ; mais vous ne l'étiez plus. Mieux, dans votre revue *Krisis*, d'excellente facture, la quasi-totalité des auteurs que vous publiez était de gauche ou d'extrême gauche. Et vous-même professiez des opinions difficilement classables à droite, souvent en écho avec des articles publiés dans La Revue du MAUSS : critique de l'idéologie du travail, de l'« occidentalisation du monde » dénoncée par notre ami Serge Latouche –, plaidoyer pour un revenu de citoyenneté ou pour une démocratie radicale, critique de l'utilitarisme et de l'axiomatique de l'intérêt, etc. Il était donc important pour nous, issus de la gauche et

continuant à nous inscrire dans son orbe, de comprendre quel usage il pouvait être fait de nos idées à droite et de rendre claire et intelligible la démarcation entre un anti-utilitarisme de droite (extrême de surcroît) et un anti-utilitarisme de gauche.

C'était aussi pour vous, si vous le désiriez, une occasion rêvée de tirer un trait sur un passé que vous disiez avoir rejeté et de clarifier la discussion. Ce n'est pas la voie que vous avez choisie. Dans votre article, brillant, vous nous avez expliqué que cette opposition droite/gauche n'avait plus de sens, que vous vous débarrasseriez donc volontiers de l'étiquette de la Nouvelle Droite, mais que vous continuiez à fréquenter – et en fait, ce que vous ne disiez guère, à rester l'animateur principal d'*Éléments* et de *Grèce-Nouvelle École*, les organes de la Nouvelle Droite – juste comme ça, histoire de ne pas perdre de vue de vieux copains dont vous ne partagiez plus les idées mais auxquels vous restiez attaché par des liens affectifs. Je constate que ces liens sont bien solides, puisque vos réseaux qui se réclament de la Nouvelle Droite sont toujours en place.

J'ai cru longtemps qu'il n'y avait dans tout ceci, chez vous, qu'une sorte de jeu, un plaisir à jouer les non-conformistes qui ne tirait pas beaucoup à conséquence. Et il y eut quelque chose d'extravagant à voir en 1993 quarante chercheurs de l'EHESS, de notoriété mondiale, associés à des rédacteurs du journal *Le Monde*, lancer contre vous et contre les auteurs publiés dans *Krisis*, une chasse aux sorcières qu'on croyait d'un autre âge. Plutôt que d'essayer de réfléchir aux raisons de la montée électorale du lepénisme – lepénisme par ailleurs dénoncé par vous –, l'appel des vigilants entendait mobiliser les larges masses intellectuelles à la fois contre vous – qui représentez 0 % du corps électoral – et contre Pierre-André Taguieff, coupable d'être passé de la dénonciation de la Nouvelle droite à la discussion critique. Hors de l'anathème et de la chasse en meute, point de salut !

J'ai pourtant décidé à cette époque de mettre un terme à tout débat avec vous. Non pour crier avec les loups, mais parce que j'ai peu apprécié de découvrir que dans le Who's who, vous vous faisiez passer pour membre du MAUSS, ainsi associé à quelques groupes folkloriques, dont j'ai oublié le nom mais qui fleurissent désagréablement le culte d'un indo-européanisme d'assez fâcheuse mémoire. Dans le n° 14 de *La Revue du MAUSS trimestrielle*, répondant à votre article, j'avais insisté sur le fait que ces relents d'aryenisme cadraient mal avec votre apparente conversion aux théorisations historicistes de gauche et qu'en revanche, ils formaient trop bien système avec votre condamnation maintenue de l'idéal de l'égalité et avec une valorisation toute schmittienne de la démocratie radicale, entendue comme fusion des dirigeants et des dirigés. Or, accepter la démocratie de manière effective, c'est accepter le fait que toute société est divisée, à commencer par la division des dirigeants et des dirigés.

Mais, encore une fois, je n'attribuais pas beaucoup d'importance à ces résurgences de la Révolution conservatrice allemande. Mais pourquoi y rester si attaché ? Pourquoi entretenir ces réseaux ? Pourquoi ces manœuvres permanentes pour afficher une respectabilité intellectuelle ? C'est Joël Roucloux, jeune écrivain belge, qui, en m'envoyant il y a quelques années le manuscrit d'un livre inédit sur la Nouvelle Droite, *P.A. Taguieff et l'affaire des vigilants*, m'a convaincu que votre attitude serait des plus étranges si elle devait se résumer à un jeu et m'a fait observer, dix ans après

vos proclamations sur l'inanité des catégories droite/gauche, que vous n'aviez toujours pas rompu avec la Nouvelle Droite.

Or, vous avez tout récemment réitéré, à plus grande échelle, votre tentative de faire croire à une proximité ou une connivence entre la Nouvelle Droite et le MAUSS. C'est ainsi que m'apprêtant fin octobre 2003 à aller en Italie pour rencontrer des sympathisants italiens du MAUSS, je lis avec stupeur dans le dernier numéro de votre revue *Éléments* (que vous avez l'obligeance de me faire servir) qu'un MAUSS italien est quasiment déjà formé et qu'un site Internet sera bientôt ouvert. L'entrefilet indique même les noms des animateurs dont il est sous-entendu qu'ils formeront le futur bureau. Le tout est présenté dans des conditions telles que tout lecteur comprend que ce MAUSS italien est compagnon de route de la Nouvelle Droite.

Je dois sans doute vous remercier d'avoir ainsi attiré mon attention sur les dangers de certaines sympathies transalpines un peu trop chaudes pour le MAUSS. Je n'ai pas pu déterminer qui manipule qui dans cette histoire, mais il est en tout cas clair qu'il n'y aura pas de MAUSS italien dans ces conditions. Et d'ailleurs, pourquoi un MAUSS italien, alors que le MAUSS est déjà international ?

Dois-je également vous remercier de continuer à attirer mon attention sur vos pratiques étranges ? Des jeunes amis du MAUSS m'ont signalé récemment que le site des « Amis d'Alain de Benoist » renvoie à une dizaine de sites considérés comme amis, dont le site de *La Revue du MAUSS*. Là encore, je trouve cet amour bien intempestif. Et je trouve, enfin, intrigant le fait que sur le site de la revue *GRECE-Nouvelle École*, vous indiquiez que « Serge Latouche et ses amis du MAUSS » poursuivent leur important travail de recherche, comme si ce travail était lié à celui du GRECE. Et moi qui croyais être le directeur de *La Revue du MAUSS* ! Dois-je comprendre que vous m'avertissez ainsi qu'un coup d'État est en préparation au sein du MAUSS qui viserait à mettre en place un nouveau pape anti-utilitariste ?

Encore heureux que je ne sois pas paranoïaque. Vous en viendriez presque à me faire soupçonner mon ami Serge de visées peu avouables. Je ne le soupçonne évidemment d'aucune menée de la sorte. Vos menées à vous, en revanche, deviennent importunes. Je vous serais donc reconnaissant de bien vouloir porter ce courrier à la connaissance des lecteurs d'*Éléments* et de *Grèce-Nouvelle École*. Je vous ai donné la parole autrefois. Il est temps maintenant, je crois, de me la rendre pour établir une fois pour toutes et publiquement qu'il n'existe aucun rapport entre le MAUSS et la Nouvelle Droite.

Alain Caillé, directeur de
La Revue du MAUSS

7. [Alain Caillé dit :](#)
[23 février 2008 à 16:06 pm](#)

Et puisque le débat sur A. de Benoist renvoie à la discussion sur la décroissance, voilà ce que j'ai écrit pour [Entropia](#) (à paraître dans le prochain numéro) et qui reprend ce que j'avais dit à Bayeux,
Alain

ANTI-UTILITARISME ET/OU DECROISSANCE

par Alain Caillé

La visée de la décroissance est-elle nécessairement anti-utilitariste ? L'anti-utilitarisme mène-t-il nécessairement à plaider pour la décroissance ? Je voudrais exprimer quelques doutes et réserves sur cette deuxième proposition, et expliquer pourquoi si les positions décroissantes, telles que défendues notamment par notre ami et pilier de l'anti-utilitarisme, Serge Latouche, ou par Fabrice Flipo, séduisent, indubitablement, elles ne convainquent pourtant pas la majorité des MAUSSiens. Cela surprend parfois. Le MAUSS étant perçu comme radical, ne devrait-il pas épouser le radicalisme des thèses de la décroissance ? Celui qui s'impose face à l'importance des menaces qui planent sur l'avenir de la planète et de l'humanité. Mais de quel radicalisme, i.e. de quelle manière de prendre les choses à la racine parlons-nous ? Voilà une première ambiguïté à lever.

Le MAUSS, radical ou mollasson ?

Le nom même d'anti-utilitarisme peut sembler signifier anti-mercantilisme et donc anti-capitalisme, et, par ce biais s'inscrire de plain-pied dans le radicalisme de la gauche de gauche. Mais l'anti-capitalisme de la gauche et du marxisme sont à tout prendre assez ambigus, à la fois trop et moins radicaux qu'on ne pourrait croire puisque, comme le montre ici même F. Flipo, ils peuvent s'apparenter à un hyperproductivisme, et donc à un hypercapitalisme, un hypercapitalisme sans capitalistes déclarés, quelque chose en somme, pour paraphraser le Engels de *L'Anti-Dühring*, comme le vrai le pape sans le catholicisme. Ce que Alain Supiot appelle si justement le communisme de marché [1], qui triomphe en Chine, incarne à merveille cette ambiguïté et cette insuffisance du radicalisme marxiste.

D'où la tentation possible pour être vraiment radical dans l'anticapitalisme d'aller radicalement au-delà du productivisme et du mercantilisme, jusqu'au refus de la modernité. C'est ce choix qu'effectue largement S. Latouche avec de bons arguments anti-utilitaristes mais aussi au risque de flirter à la fois avec une sorte d'hyperbolchévisme en appelant à une avant-garde éclairée (comme le lui reproche François Fourquet) et un hyperdroitisme, comme en témoignent les sympathies décroissantistes de la Nouvelle Droite.

L'engagement du MAUSS pourtant dans le combat contre l'illimitation ne devrait-il pas l'amener à endosser sans hésiter le mot d'ordre par excellence anti-illimitation que représente la décroissance ? Il est possible de formuler le même dilemme autrement : le MAUSS est par essence sensible – c'est sa raison d'être - à la dénonciation de l'instrumentalisation généralisée du monde, à la confusion entre le bonheur et les moyens du bonheur, entre la puissance d'agir et l'accumulation des moyens de la puissance d'agir qui la détruisent, sensible donc à la critique de la croissance pour la croissance (cette recherche des moyens du bonheur et de la puissance d'agir potentiellement destructrice du bonheur et de la puissance d'agir), à la subordination de toute l'existence sociale au règne des moyens, de la monnaie et de la technique, sensible par conséquent à la dénonciation de l'hubris techno-marchand incarné dans le culte de la croissance. Le MAUSS vise donc, et c'est sans doute son combat le plus profond, à lutter contre la démesure (l'illimitation, cette recherche de la puissance

pour elle-même qui n'aboutit qu'au désastre. Il rejoint ainsi les interrogations de Illich, Castoriadis, Gorz etc. Mais il défend aussi – pas exclusivement mais avec résolution - le projet de la démocratie moderne (et pas seulement la démocratie communautaire, réelle ou fantasmée des Anciens ou des Africains) entendues comme extension au plus grand nombre de la puissance de vivre et d'agir (de vivre et d'agir dignement i.e. hors démesure), et il ne veut pas ignorer qu'il existe, ou à tout le moins qu'il a existé des liens étroits entre marché, capitalisme, démocratie et puissance partagée de vivre et d'agir [2]. Il se refuse donc par principe à jeter le bébé de la démocratie avec l'eau du bain capitaliste et, sous prétexte de lutter contre l'illimitation technocapitaliste et individualiste, à basculer dans une illimitation de type communautariste [3]. Bref, le MAUSS entend lutter aussi bien contre les risques de l'illimitation communautaire-totalitaire que contre ceux de l'illimitation capitaliste-parcellitaire.

Voilà qui pose la question des limites à apporter à la critique de l'illimitation. La question de la part de radicalité qu'il y a à défendre des positions mesurées qui ne soient pas pour autant modérantistes [4]. Or de ce point de vue, et comme le montre bien ici même Philippe Chaniel dans son commentaire des positions de John Dewey, il est impossible de se refuser par principe à toute perspective de croissance-développement car cela reviendrait à renoncer à toute espérance démocratique. Le slogan de la décroissance est donc en tant que tel intenable, puisqu'il ne s'agit nullement, dans une optique démocratique, de décroître en général, mais de décroître sur certains plans pour mieux croître sur d'autres. Tout le problème est de savoir sur lesquels, pourquoi et pour quoi. Or, même si c'est tentant, il ne suffit évidemment pas de dire que plus on décroît quant à la production de biens matériels et/ou marchands, et plus on croîtrait en convivialité ou en spiritualité, comme si entre marchandise et joie de vivre il existait nécessairement une corrélation inverse mécanique et allant de soi. On ne peut donc pas se contenter de dire qu'il faut faire tendre le taux de croissance du PNB vers zéro ou vers des chiffres négatifs, et d'ailleurs, Serge ou d'autres champions de la décroissance admettent de plus en plus que, puisque tout est en définitive affaire d'état d'esprit, on pourrait avoir de la décroissance avec un taux de croissance à 3 ou 4%. En un mot, une croissance écologique, qui ferait augmenter régulièrement un PNB vert n'a rien d'intrinsèquement inconcevable et pourrait recevoir l'assentiment d'un Lester Young ou d'un Nicholas Stern.

Une décolonisation de l'imaginaire économique ?

Décroître en acceptant une certaine croissance ? Telle est la conclusion assez logique au fond de l'idée que c'est d'abord dans les têtes que les choses se passent, que l'important n'est pas tant telle ou telle mesure concrète que de rompre avec la colonisation de notre imaginaire par l'économisme. Et je serai pour ma part largement d'accord avec cette position, mais à condition de bien en comprendre les implications et d'éviter là encore les pseudo radicalismes, les radicalismes incantatoires et purement rhétoriques. À la limite, on pourrait en effet prétendre vouloir tout changer radicalement sans rien changer, par une sorte de révolution des esprits purement magiques et virtuelle. On voit bien ce type attitude chez un T. Negri par exemple, qui défend un projet révolutionnaire radical... qui laisse toute chose en l'état. Dans la vision negrienne, en effet, puisqu'on a renoncé à lutter frontalement contre eux, dans l'état désiré du monde de la multitude le capitalisme existe encore, et l'Empire aussi, mais en même temps ils n'existeraient plus puisqu'en leur sein on s'organise(ra)it avec lui, à côté de lui mais selon une autre logique, en faisant en quelque sorte comme s'ils

n'existaient pas, en les ignorant, simplement. En leur faisant le coup du mépris. On pourrait de la même manière avoir sous couvert de décroissance un révolutionnarisme radical aussi virtuel et impalpable que la multitude negrienne avec une décroissance qui s'accommoderait de forts taux de croissance.

Qu'on ne prenne pas ces remarques pour ironiques (même s'il y a bien de l'ironie). Derrière ces formulations étranges il y a un problème réel, inhérent à la complexité de l'articulation des idées et des réalités matérielles, du désir et de la nécessité. La question qui se pose à nous est de savoir comment faire coexister anti-utilitarisme (i.e. refus de l'instrumentalisation généralisée de l'existence, de l'illimitation et de la domination), préservation de l'espèce humaine et de la planète, démocratie, marché, capitalisme non illimité, bridé en somme, et croissance/décroissance.

Une des ambiguïtés centrales du discours de la décroissance c'est qu'il procède par télescopage du discours de la nécessité, de la catastrophe, et du souhaitable, comme le marxisme d'hier. Nous n'aurions pas le choix de ne pas désirer ce qui de toutes façons doit survenir de manière inéluctable : la crise finale du capitalisme, l'avènement triomphal du communisme, l'écroulement écologique ou énergétique, la décroissance conviviale.

Pour mieux sérier les questions et pour échapper à cet enchevêtrement des propositions présentées comme inéluctables et des souhaits politiques qui ne s'assument pas comme tels, je crois important de bien distinguer deux scénarios : 1°) quelle société anti-utilitariste désirons-nous voir prospérer s'il n'y a pas de catastrophe ? 2°) Et laquelle, si catastrophe il doit en effet y avoir ?

1. Scénario sans catastrophe

Supposons que le monde puisse évoluer sans se heurter à des catastrophes majeures. Quel avenir souhaitable peut-on alors lui assigner ? Grosso modo, celui que le MAUSS essaie de dessiner depuis ses débuts. Le scénario est celui de l'universalisation d'un projet démocratique conçu comme plus radical, plus effectif, plus soucieux de la diversité des cultures et plus ouvert au conflit, plus agonistique en un mot que celui qui domine en Occident et qui est d'ailleurs en train d'involuer et de s'auto-détruire lentement. Il prône l'éclosion d'une société civile associationniste à la fois locale, enracinée, et mondiale, ouverte à l'altérité et à la conscience des enjeux planétaires. Dans cette perspective qui n'entend pas abolir le capitalisme mais le circonscrire, le réguler et le civiliser, dans le cadre d'une constitution économique venant doubler les constitutions politiques, comme le propose par exemple Paul Jorion [5], une forte place est accordée à l'économie informelle, sociale et solidaire dans le cadre général d'une lutte contre l'illimitation symbolisée et mise en œuvre par l'institution conjointe d'une forme ou d'une autre de revenu minimum et de revenu maximum.

Ce modèle reste, je crois, de l'ordre du souhaitable, mais il faut reconnaître qu'il est devenu de moins en moins plausible. Pourquoi ? À cause de la croissance, qui serait l'ennemi principal ? Cette réponse est à la fois trop générale, et trop unilatérale. À cause de la démocratie ? Ce qui est vrai c'est qu'elle ne s'universalise pas, que les mondes non occidentaux peinent à y adhérer pleinement et que les démocraties occidentales quant à elles deviennent de plus en plus des démocraties sans démocrates

[6]. La foi n'est plus là. Faut-il donc y renoncer ? Un tel abandon serait suicidaire, puisque nous n'avons pas d'autres valeurs que celles de la démocratie. En fait, l'important n'est pas de condamner en bloc et en général le capitalisme ou la croissance, et donc aussi, en fait, la démocratie moderne, mais à l'instar d'I. Illich de se demander quand, comment, et pourquoi ce qui avait suivi un temps une trajectoire positive, la dynamique de la démocratisation et de l'égalisation des conditions par la croissance, est devenu contre-productif [7]. Le moment de la bifurcation est assez facile à localiser : il est celui de la mondialisation financière, de la financiarisation du monde, désormais assujéti à une logique spéculative et rentière. C'est cette financiarisation du monde qui a entraîné une véritable explosion des inégalités, justifiée par un discours néolibéral menant à la répudiation des idéaux humanistes, démocratiques et universalistes vrais. Mais je pense pour ma part que cette financiarisation du monde ne trouve pas en elle-même sa seule explication, qu'elle est au contraire l'effet de quelque chose de plus profond. Elle résulte du basculement d'une illimitation dans l'autre, de l'inversion de l'illimitation totalitaire en une illimitation parcellitaire qui vide de plus en plus la démocratie de toute substance et de toute réalité [8].

À en rester là l'objectif théorique et politique que nous pouvons nous assigner est au premier chef celui de la lutte contre les inégalités excessives (pas contre toute inégalité), car c'est d'elles au premier chef que procède le dérèglement du monde comme l'a très bien montré, par exemple, Robert Kemp [9]. On imaginerait assez bien ici comment il serait souhaitable de plaider pour un retour à la dynamique du capitalisme régulé des années 70, mais en se plaçant sur une autre trajectoire, plus vaste et plus ambitieuse, capable d'intégrer tous les problèmes que ce capitalisme stato-national ne pouvait pas affronter : le risque environnemental, la globalisation, le multiculturalisme etc. Un tel programme est pensable sous le signe d'une social-démocratie radicalisée et universalisée ou, si l'on préfère, intensifiée et extensifiée.

Mais il est fort possible que formulé ainsi, tout ceci soit à l'heure actuelle infiniment trop irénique. Pour nombre de raisons, et notamment celle de l'imminence de la crise écologique et financière.

2. Scénario avec catastrophe

Il est pour moi peu douteux qu'il entre dans le discours de la décroissance une dimension catastrophiste-messianique qui fait problème. Une coloration qui évoque le prophète Philippulus dans *L'étoile mystérieuse* : « Repentez-vous, la fin du monde est arrivée ». Une sorte de jubilation de la fin. Cela étant, personne ne peut exclure que ce catastrophisme ne se réalise. Ou, pour faire des variations sur un thème de Jean-Pierre Dupuy, il est également pensable que ce catastrophisme parce qu'éclairé ne se réalise pas ; qu'éclairé il se réalise quand même ; ou qu'il soit non éclairé et se réalise malgré tout. Pour ma part je tiens pour nullement certain mais tout à fait plausible (par ordre de probabilité et de proximité décroissant) : 1°) la survenue d'un équivalent de la crise de 29. 2°) la réalisation du Peak Oil annoncé par Y. Cochet. 3°) Une catastrophe écologique de grande ampleur. 3°) Et mille autres risques encore dont le moindre n'est sûrement pas la catastrophe morale et l'explosion mondiale de la criminalité.

Mais face à ces différents dangers plausibles ou probables quelle solution envisager ? En un mot comme en cent, je ne crois absolument pas au scénario qu'esquissent les

décroissants et qui figurent ce qui semble être pour eux la parfaite coalescence de l'éminemment souhaitable et de l'absolument inéluctable : l'organisation de la planète entière sous forme d'une myriade de villages ou de quartiers de ville (je ne me rappelle plus le nombre habituellement évoqué. Cent mille, je crois) économiquement autarciques et politiquement autonomes. Et qui seraient donc, nous dit-on, infiniment démocratiques et parfaitement conviviaux. Cette utopie rurale nostalgique se heurte à de multiples objections dont la principale à mon sens est que n'existent plus les cadres sociaux, culturels et symboliques qui avaient rendu possible cette existence rurale autarcique durant des siècles ou des millénaires.

Je ne vois donc pas d'autre solution que de tenter de renouer avec la dynamique de l'invention démocratique qui s'est largement tarie ou étiolée depuis deux ou trois décennies. Qu'il faut, je le disais tout à l'heure, universaliser (disons pour faire plaisir à Serge : pluriversaliser) et radicaliser. Sans doute en suivant deux directions conjointes. Il nous faut tout d'abord commencer à réfléchir sérieusement à ce que pourrait signifier une politique de redistribution à l'échelle mondiale [10]. Et par ailleurs, en effet, retrouvant bien cette fois l'inspiration de la décroissance, (ré)inventer des modes de vie plus frugaux et autonomes. Si en plus, ils peuvent être conviviaux et démocratiques, tant mieux. D'un point de vue économique nombre des propositions de relocalisation évoquées par les décroissants sont séduisantes et plausibles [11], mais dans la mesure où une grande partie de leurs arguments mettent en avant la question des coûts de transport – dont l'insuffisance rend possible une délocalisation qui est en même temps une multilocalisation de la production –, il est permis de supposer que dès lors qu'ils augmenteront sensiblement en raison de la crise énergétique, les motivations strictement marchandes à la relocalisation seront déjà très fortes. Et la même chose sera vraie, a fortiori en cas de crise économique mondiale. Notons, en tout état de cause que nombre de thèses décroissantes préconisent un retour à l'empreinte écologique qui régnait dans les années 1970. Voilà qui va nous permettre d'esquisser une conclusion.

Conclusion

Au plan proprement théorique et philosophique, la question soulevée par la Décroissance se ramène à celle de savoir à partir de quand le monde a commencé à disjoncter, à dévier de la bonne trajectoire. Depuis Socrate ou depuis le Christ pour Nietzsche et Heidegger. Depuis le sortir de la société sauvage pour un Baudrillard. Depuis la Révolution française pour la droite catholico-monarchiste ou maurrassienne. Depuis toujours pour certains, jamais pour d'autres etc. Pour ma part je crois voir à l'œuvre dans l'histoire des processus cycliques (en spirale), ambivalents et plus ou moins réversibles. Où et quand a-t-il existé quelque chose qui ressemble à la bonne société que nous appelons de nos vœux ? Comment se repérer positivement et normativement dans ce dédale de cultures entrecroisées et instables ? Suivons le raisonnement d'Aristote : il n'existe pas de bon régime dans l'absolu mais différentes constitutions et politiques imposées par l'histoire et la géographie. Chacune a sa forme d'excellence et sa forme de dégénérescence (de corruption). Quand la forme marchande-démocratique a-t-elle dégénéré ? De nombreuses fois semble-t-il. Elle a connu sa forme de perversion radicale avec les totalitarismes. Mais sa dégénérescence récente, sa corruption contemporaine date des années 80.

Voilà qui indique une voie de réflexion et d'action possible, déjà annoncée et énoncée dans les lignes précédentes. Depuis 1970, au sein même des pays occidentaux les inégalités entre la petite frange la plus riche et le salariat ordinaire ont été multipliés par 20 ou 25, ce qui est éthiquement et politiquement insupportable. C'est depuis le même période que l'empreinte écologique a explosé. C'est donc avec des normes de standard de vie des années 70, profondément revisitées en fonction du progrès technique, politiquement universalisables et écologiquement soutenables qu'il nous faut tenter de renouer. Mais cela ne pourra pas se faire sans une transvaluation axiologique qui permette de desserrer l'étau de l'imaginaire économique et financier. Et sur ce point nous sommes tous d'accord, je crois.

P.S. Au moment de boucler ce texte (le 6 février 2008) je lis l'excellent article de Jean Gadrey paru dans le tout dernier numéro d'*Alternatives économiques* (février 2008, P. 68-71), « Croissance, bien-être et développements durables », qui fait le point sur les rapports entre croissance du PIB, bien-être subjectif, développement humain et durabilité environnementale. Or les résultats sont étonnamment concordants. Entre PNB et bien-être ressenti la relation est logarithmique. Mais, au-delà de 15 000 dollars par an en 2004, en parité de pouvoir d'achat, ce qui concerne 31 pays, il n'y a plus aucune corrélation entre les deux. Quant au rapport avec le développement humain, on observe qu'au-delà de 18 000 dollars par an/habitant, toujours en 2004, on ne trouve plus de corrélation entre le PNB/hab. et l'espérance de vie. En ce qui concerne l'éducation, c'est au-dessus de 12 000 dollars que la corrélation du PNB avec le taux de scolarisation disparaît. Bref, dans tous les domaines pris en compte dans les indicateurs de développement humain, la croissance du PNB cesse d'engendrer des effets mécaniquement positifs au-delà d'un seuil que J. Gadrey évalue à la moitié du PIB/hab français. Symétriquement, il existe une corrélation entre croissance et niveau des émissions de CO₂. Elle s'amenuise au-delà de 13 000 dollars mais ne disparaît pas en raison de l'importance des trois grands pollueurs, non signataires du protocole de Kyoto que sont les États-Unis, l'Australie et le Canada. Sans eux, cette corrélation cesserait sans que cela résolve le problème environnemental pour autant puisque c'est le niveau absolu des émissions qui est insoutenable. Pour parvenir à la durabilité il faudrait diviser l'empreinte écologique des pays riches à terme par un facteur 3 à 5. Mais ici aussi, indique J. Gadrey en citant le rapport du PNUD, « le niveau soutenable a été dépassé vers 1970 ». Toutes ces données confortent, me semblent-t-il, le bien fondé du propos que j'esquissais plus haut et qui concluait à la nécessité de retrouver au plus vite les normes de niveau de vie et de répartition des revenus des années 1970. On peut, bien sûr, désirer aller plus loin. Mais nous-en sommes tellement éloignés désormais, surtout en matière d'inégalités, que se fixer déjà ce premier objectif apparaît à la fois urgentissime et plausible.

[1] Dans un article d'abord paru dans *Le Monde* du 24 janvier 2008 sous le titre « Voilà l'économie communiste de marché » et repris dans une version plus longue et complète dans [La Revue du MAUSS permanente](#)

[2] Cf. par exemple A. Caillé, « Société, économie et démocratie », in Marc Humbert et A. Caillé (sous la dir. de), *La démocratie au péril de l'économie*, Presses universitaires de Rennes, 2006, p31-38

[3] Tel est le sens du débat mené dans *La Revue du MAUSS semestrielle* n°27 (2006, 1er semestre) avec le politologue Onofrio Romano dont les arguments sont très représentatifs de toutes les critiques gauchistes de la modernité, si aisément récupérables par la Nouvelle Droite. Cf. O. Romano, « Pour une critique anti-

utilitariste de l'anti-utilitarisme », et A. Caillé : « Critique de la critique anti-utilitariste critique de l'anti-utilitarisme ; En réponse à O .Romano ».

[4] Rappelons-nous que pour un Jacques Derrida, les oppositions éthico-politiques de Mauss sont « incroyablement médiocres, mesurées, mesurantes ». Le MAUSS assume pleinement cette médiocrité.

[5] Cf. ses prises de position en ce sens sur [La revue du MAUSS permanente](#).

[6] Ou, plutôt, on y trouve de plus en plus de démocrates pour soi, revendiquant toujours de nouveaux droits pour soi ou sa cause, mais de moins en moins de démocrates pour autrui.

[7] Cette question du seuil de reversement de la productivité en contre-productivité institutionnelle peut et doit être mise en relation avec ce qu'on appelle le paradoxe de Richard Easterlin qui montre en 1974 comment « à partir d'un certain seuil de revenus, la satisfaction n'augmente plus ». Cf. Antoine Reverchon, « Le bonheur peut-il être un indicateur économique ? », *Le Monde Economie*, 29 janvier 2008, p. II. Sur la mesure du bonheur et ses paradoxes, cf. les articles de Robert Lane dans *La Revue du MAUSS* et son livre *The Market Experience*, Yale University Press. Aux Etats-Unis la satisfaction a commencé à entrer en corrélation inverse avec la croissance dans les années 1990.

[8] Qu'on me pardonne de me citer à nouveau. Sur ce concept de parcellitarisme, cf. A. Caillé : « Démocratie, totalitarisme et parcellitarisme », in *La Revue du MAUSS semestrielle* n°25, Malaise dans la démocratie, 2005, 1er semestre, p.95-126, et « Un totalitarisme démocratique ? Non, le parcellitarisme », in A. Caillé (sous la dir. de) *Quelle démocratie voulons-nous ?* 2006, La Découverte, p. 87-100.

[9] Hervé Kemp, *Comment les riches détruisent la planète*, 2007, Le Seuil

[10] Cf. sur ce thème l'excellente analyse de Francesco Fistetti, « Justice sociale, justice globale et obligation de donner » in *La Revue du Mauss semestrielle* n°30, 2007, 2ème semestre, Vers une autre science économique (et donc un autre monde) ?, p. 172-196.

[11] Cf. par exemple Serge Latouche, *Le pari de la décroissance*, 2006, Fayard, p. 197, sq.

8. [Transdéveloppement » Blog Archive » Une autre croissance dit : 23 février 2008 à 21:15 pm](#)

[...] Aujourd'hui, je réponds à Paul Jorion et à Jean-Louis Prat : pourquoi je ne suis pas en faveur de la décroissance [...]

9. [JLM dit : 24 février 2008 à 00:28 am](#)

Serge Latouche et Alain Caillé se rejoignent sur la décolonisation de l'imaginaire économique et, bien évidemment se séparent peut-être lorsqu'il s'agit de remplacer l'existant par du neuf.

Alain Caillé propose de suivre le fil d'Ariane : nous sommes arrivés au bout d'un cul de sac, il convient de faire faire marche arrière jusqu'à la bifurcation manquée, mais, comme il le souligne, à quel embranchement faut-il s'arrêter? Caillé propose une image aisément acceptable par nous tous : en revenir aux chiffres des années soixante-dix, ce qui rassure et ouvre la voie de son opérationnalisation. Il suffirait donc de repartir du bon pied, de simplement plonger la main dans notre sac à valeurs et d'en sortir cette fois les bonnes billes. Au risque de simplement rejouer une variante moins

risquée ? Dans cette hypothèse et à en rester là je ne vois pas comment s'opérera la transvaluation axiologique, sur laquelle nous sommes tous d'accord.

La pluralité des espaces de discussion qui sur l'Internet offrent un débat sur une vision non conforme de l'économie (*) étonne quelque peu. S'il ne s'agit pas encore de les fédérer, d'établir des "espaces de collaboration" entre diverses tendances, il conviendrait peut-être de proposer un "label", un signe de reconnaissance affichant dès maintenant et sur des voies diverses le partage d'une dynamique de l'invention démocratique. Il serait rassurant de constater qu'au-delà des fragmentations qui s'annoncent, nous sommes cependant déjà au-delà, rassemblés dans la chaleur d'un débat constituant.

(*) à titre d'exemple, [Economie Autrement](#) (près de mille signataires en quelques jours, surprenant !)

10. *Dani dit :*

[24 février 2008 à 14:41 pm](#)

Croissance, décroissance..... que voici des termes employés comme fétiches ou comme épouvantails....

Encore une fois, il serait fort opportun de se préoccuper des définitions avant de se lancer dans des débats homériques. Lorsqu'on parle de "croissance", il s'agit de croissance économique, c'est-à-dire d'augmentation du PIB (produit intérieur brut), c'est-à-dire de la valeur ajoutée collective de l'Etat considéré, c'est-à-dire de la valeur estimée de la production de richesses et donc des revenus distribués et/ou réinvestis. En toute rigueur mathématique, la décroissance serait de diminuer cette "production" de richesses.

Or, il se trouve que cette estimation est fort discutable : le PIB ne prend en compte que les valeurs ajoutées, donc uniquement des valeurs positives (ce qui est créé). Il ne tient compte en aucune manière des dégâts et des pertes. Vous souhaitez faire augmenter le PIB... : Cassez les vitres de votre voisinage pendant la nuit : les dégâts n'apparaîtront pas dans la comptabilité nationale, mais l'augmentation de la valeur ajoutée des vitriers et l'augmentation des primes d'assurances seront pris en compte. Le PIB aura augmenté ! Il en va naturellement de même avec l'ensemble des dégâts, notamment écologiques et sociaux.

Le PIB, de plus, ne tient pas compte de "productions" non-échangées monétairement sur un marché. Ainsi, la salade que vous avez cultivée dans votre jardin n'a pas de valeur (même si elle est très bonne et se conserve bien) alors que celle que vous achetez au supermarché a une valeur intégrée dans le calcul du PIB (alors qu'elle est moins bonne et se conserve mal). Nombre de "valeurs authentiques" ne sont pas prises en compte...

La croissance du PIB n'est donc pas un bon outil d'évaluation du "progrès" de nos sociétés. Or, je constate très, voire trop, souvent dans les débats de sourds sur la croissance/la décroissance qu'on assimile tout simplement la notion de croissance (quantitative) à la notion de progrès (qualitative). Sans distinction, ce débat ne nous mène nulle part, et il reste tendu entre ceux qui ont déjà installé leurs premières

colonies sur mars et ceux qui adorent les bougies. Sans parler encore ici du mot “développement”. Sérieusement, les caricatures... bof !

Personnellement, JE NE SAIS PAS si le progrès à l’avenir sera le corollaire d’une croissance ou d’une décroissance économique, mais je suis convaincu que la croissance érigée en valeur suprême de nos sociétés a déjà commis trop de dégâts. Je sais aussi qu’une croissance infinie de la production/consommation des ressources naturelles de notre planète n’est PAS POSSIBLE. Notre monde a des limites physiques objectives : ceux qui croient en une croissance matérielle infinie sont des utopistes. Le prochain système solaire se trouve à plus de 4 années-lumières et il faudrait plusieurs centaines de siècles pour l’atteindre...
Par contre, on peut peut-être imaginer une “croissance” qui se définirait différemment et qui ne serait pas le corollaire d’une plus importante exploitation des ressources naturelles. Mais là-dessus, on ne lit pas grand chose de pertinent pour l’instant. Qui a des propositions véritablement crédibles ?

Je ne peux que recommander la lecture d’un [article par Jean-Marc Jancovici](#) qui expose assez bien les difficultés de cette question.

Si nous essayons de raisonner en estimant que notre planète est une entreprise et que nous basons notre réflexion sur un compte de résultat consolidé, nous pouvons observer que l’humanité ne distribue plus uniquement les dividendes mais qu’elle puise allégrement dans le capital. Aucune entreprise ne peut fonctionner longtemps en puisant dans son capital : à terme, c’est la faillite. Par exemple, nous pêchons aujourd’hui tellement de poissons que la reproduction de certaines espèces est compromise. Le capital-poissons diminue dramatiquement. Il en va de même des hydrocarbures, de l’eau douce, des forêts, etc.

A ce point de la réflexion, je pense que les débats trop souvent stériles sur la croissance ou sur la décroissance sont souvent dus au fait que l’on néglige de prendre en compte la signification précise et CONCRETE de ces notions. Du coup, tous les amalgames deviennent possibles. Je suis tout de même un peu surpris de retrouver de tels débats sur un blog au sein duquel on discute de l’éventualité d’une “constitution économique”. Ne serait-ce pas l’occasion de réfléchir à d’autres BUTS pour nos économies qu’un but strictement QUANTITATIF et sans âme. Je penche personnellement pour une économie qui serait bridée (afin qu’elle cesse d’envahir tous les domaines de la vie) et orientée vers des buts humains, sociaux, culturels, écologiques. Qu’elle passe de but à moyen. Qu’elle soit finalement, en fonction des systèmes statistiques utilisés, croissante ou décroissante me semble presque secondaire. Si seulement le mot “décroissance” pouvait servir d’aiguillon dans le débat plutôt que de prétexte à tous les simplismes...

11. [Paul Jorion dit :](#)
[24 février 2008 à 16:20 pm](#)

A Dani,

Quand je m’en prends – sur un ton emprunté à Tristan Corbière – à la “décroissance », je ne renvoie pas à une mesure du Produit Intérieur Brut : je me réfère au mouvement

dit « décroissant » dont l'aspiration est – je cite Alain Caillé dans son article à paraître dans Entropia :

« l'organisation de la planète entière sous forme d'une myriade de villages ou de quartiers de ville (je ne me rappelle plus le nombre habituellement évoqué. Cent mille, je crois) économiquement autarciques et politiquement autonomes. Et qui seraient donc, nous dit-on, infiniment démocratiques et parfaitement conviviaux ».

C'est à cette vision proprement utopique – au sens de « hors d'atteinte dans le contexte actuel » – que j'en oppose une autre également « hors d'atteinte » mais qui a valeur de symbole : « conquérons les étoiles ! »

12. *Dani dit :*

[24 février 2008 à 18:27 pm](#)

@Paul :

Je comprends bien votre démarche dans ce sens. Cependant, je trouve gênant que le terme “décroissance” puisse finir par “appartenir” à certains. Je préfère personnellement en rester à des concepts “économiques” (surtout lorsqu'ils sont économiques à la base...) et tenter de les définir, de les confronter. Si des indésirables (je pense ici à la nouvelle droite, par ex.) tentent de s'emparer du terme “décroissance”, je trouve fort regrettable qu'ils finissent par y arriver avec la complicité involontaire de tous ceux qui leur donnent quitus. Je vous avoue que j'ai avant tout réagi à votre titre et surtout aux premiers commentaires à votre article ...

A titre personnel, j'aime parfois assez le terme “décroissance” avec tout ce qu'il contient de délibérément provocateur pour le système économique actuel. Malheureusement, je constate aussi que ce même terme contient en germe des discussions qui finissent par nous éloigner des préoccupations directement liées à la critique de la croissance. J'ai d'ailleurs l'impression que le terme “décroissance” est nettement moins “connoté” chez moi (en Suisse) qu'en France...

Comme je l'ai déjà dit, je ne sais pas s'il faut se fixer un but de “décroissance” comme d'autres se fixent un but de “croissance”. Peut-être qu'il serait sain de fixer d'autres buts à l'économie... En ce sens, je ne suis ni pour la croissance, ni pour la décroissance (moi aussi), mais pour des tas d'autres choses...

13. *Candide dit :*

[24 février 2008 à 19:03 pm](#)

Quelques réflexions décousues, mais en relation (il me semble) avec le sujet :

1) La Croissance (... Les Réformes, L'Europe, etc...) “L'esprit de Platon à la vie dure. Nous sommes incapables d'échapper à cette tradition philosophique qui veut que ce que nous voyons et mesurons dans le monde ne soit qu'une représentation superficielle et imparfaite d'une réalité cachée.” (Stephen Jay Gould : la mal-mesure de l'homme). (à propos des relations entre corrélations et causes.)

Dans "Pourquoi la Grèce", Jacqueline de Romilly montre comment, avec Platon, on passe de ce qui faisait la spécificité de la pensée grecque jusqu'à Socrate - à savoir la recherche de certains traits récurrents dans la diversité des objets concrets - à une vision du réel comme étant une déclinaison de concepts abstraits préexistants à leur matérialisation.

Le concept de croissance comme généralité abstraite et structurante me semble relever de ce travers.

2) Pourquoi ce concept métaphysique de "croissance" posé comme condition nécessaire au fonctionnement des sociétés humaines ? Il me semble qu'il serait utile pour clarifier le débat et mettre à jour les différences d'appréciation, de mettre cette nécessité de "croissance" dans une perspective anthropologique et historique.

Le concept de "nécessité de croissance" me semble n'être qu'une déclinaison d'un moyen de réalisation d'un rapport dominants/dominés dans le cadre de la structure économique actuelle (capitaliste) : vendre plus pour gagner plus ; gagner plus pour épater sa concierge et ses voisins avec sa belle voiture (ou les français avec le yacht et la flotte aérienne de son copain Bolloré). A la lecture des écrits de Pascal Picq et al., il semblerait que ce type de rapport de domination (physique et symbolique) soit déjà présent chez nos cousins germains les grands singes. En remontant plus loin encore, on peut attribuer à la sélection darwinienne la constitution de groupes hiérarchisés au sein des différentes espèces de mammifères sociaux.

Au fur et à mesure du développement des sociétés humaines dont le moteur a été cette lutte animale pour le pouvoir - les racines animales de la culture humaine pour paraphraser D. Lestel - (la survie du groupe - clan, tribu, chefferie, état - étant dépendante de la nécessité d'une vie en société hiérarchisée) la croissance de surplus est devenue le principal moyen et but du processus de domination (la force militaire coercitive nécessaire au maintien du rapport hiérarchique devenant de plus en plus dépendante de cette accumulation.)

Le problème est que la sélection darwinienne n'a pas d'objectifs téléonomiques quant à la survie de notre espèce, et que peut être seule la prise de pouvoir par notre néo-cortex pour changer les fatalités biologiques pourrait nous permettre d'avoir une certaine chance de survie.

3) Concernant certains types de croissance quantitative (qui se mesurent en unités physiques - Kg, nombre d'unités, surfaces au sol etc...), on approche des limites assignées par le fait que l'on vit sur une planète qui a un rayon de ~ 6360 km, et que l'on dispose de environ 80 000 km carrés de terres habitables si on enlève les déserts (antarctique, zones sub-tropicales de l'hémisphère nord, hauts plateaux et toundra divers...). On est actuellement environs 6,5 milliards d'homo sapiens sur cette planète, on sera bientôt 8 milliards (c'est pour simplifier la division) donc chacun de nous dispose de facto de 1 hectare (100m X 100m !) pour assumer sa subsistance et installer sa petite maison, sa piscine et sa quote part d'infrastructure (routes, super-marchés, entreprises {éventuellement on pourrait aussi laisser un peu de place pour maintenir certaines espèces animales et végétales dans un environnement protégé}...). Pour ce qui est de différentes limitations physiques, voir le blog de J.M. Jancovici cité plus haut, et regarder sur Wikipédia les productions et réserves mondiales de plomb,

platine, cuivre etc... en extrapolant ce qu'il faudrait produire si les Chinois et les Hindous consommaient comme les Américains.

4) Concernant la croissance de variables se mesurant uniquement en "valeur" (typiquement les propriétés intellectuelles, (logiciels, entertainments... mais aussi santé, éducation...), reste à définir ce que l'on entend par "valeur" et sur quoi on fait reposer cette valeur (quantité de travail social?). Si d'autre part, l'accumulation démesurée de valeur(monétaire) dans ce secteur permet à ceux qui en bénéficient (Bill Gates par ex.) de racheter tout ou partie des biens visés par le § 3), le problème du partage de certaines ressources nécessaires existant en quantités finies reste entier.

Il me semble que le vrai problème à résoudre est de proposer une structure de fonctionnement économique et social permettant à tous les hommes de vivre en harmonie sur cette planète ; les problèmes de nature écologique (dont une éventuelle décroissance de la production de certaines denrées), ne pourront être résolus que sur cette base. C'est pourquoi votre idée de constitution économique (de mon point de vue permettant de réguler les interactions humaines de façon équitable et de contenir l'esprit de compétition et de domination dans des limites raisonnables en les orientant vers des activités utiles à tous) me plaît bien sur le principe. Reste à la définir concrètement.

14. [JLM dit :](#)
[25 février 2008 à 11:27 am](#)

Y a-t-il un lien entre "la croissance" au sens bêtement idéologique (dépassé) et la spirale générée par le mécanisme du prêt à intérêt. Autrement dit, dans quelle mesure l'aspiration à une nouvelle croissance masque-t-elle une volonté, pour certains, de pérenniser l'intérêt (en terme de position de pouvoir) du prêt à intérêt ? Je ne sais pas si cette question est bien posée.

§

Latouche propose "A-croissance" sur le modèle athée, cela nous libérerait de la croissance comme théos.

§

À propos de "vers les étoiles". C'est quand même curieux comme notre même monde peut être vu différemment. Lorsque je rêve la conquête des étoiles, c'est toujours à bord d'une carriole avançant de nuit au travers d'un bocage, au rythme des sabots d'un cheval sur le chemin pavé, à la lumière d'une lanterne...

Déjà, qu'à toute vitesse, nous ne pensons plus qu'à trois ou six mois, il nous faudra bien ralentir lorsqu'il s'agira de prendre patience et d'apprécier chaque seconde, avant que de goûter au rire des filles de Bételgeuse, ... dans dix mille, cent mille ans...

15. [Jean-Baptiste dit :](#)
[25 février 2008 à 19:15 pm](#)

La vie est le changement perpétuel, la croissance ou la décroissance c'est aussi un changement ! On parle de quoi ? Si ce n'est que la croissance de la quantité du nombre de biens de consommation jetables ce n'est de toute évidence pas un problème de croissance ou de décroissance mais bien d'une certaine pérennité de ces biens utiles pour qu'on ne les reproduise pas éternellement en polluant à chaque fois. Quant à la croissance financière ce n'est qu'une image.

16. *Dani dit :*

[25 février 2008 à 20:26 pm](#)

@ JLM :

Je pense que le problème est fondamentalement bien posé : la question du lien entre la croissance (vous dites idéologique, mais j'aurais envie de dire tout simplement économique, ce qui contient pour moi à la fois les faits et l'idéologie corollaire) et l'émission monétaire.

Nous avons déjà abordé la question de l'émission monétaire, dont la majeure partie est le fait du crédit. Donc, si la monnaie émise est en même temps du crédit, elle est "émise contre le paiement d'un intérêt". Or, pour moi, il n'en va pas de même si mon voisin décide de se priver d'une certaine somme et de me la louer contre un loyer, donc avec paiement d'un intérêt OU si une banque commerciale "créant" de la monnaie, accepte de la créer contre paiement d'un intérêt.

D'abord pour une question de légitimité : on ne se prive pas de ce qu'on crée pour l'occasion, et cela ne "mérite" (si j'ose dire) pas forcément le paiement d'un intérêt. C'est en tout cas discutable et devrait faire l'objet de discussions....

Et surtout, parce que "la quantité de monnaie nécessaire au remboursement d'un tel emprunt est supérieure à la quantité de monnaie créée" !!! Si tout le monde voulait rembourser ses dettes, cela ne serait pas possible car il n'y aurait tout simplement PAS ASSEZ de monnaie...

Or, si la monnaie existante n'est pas suffisante, il faut alors créer de nouvelles quantités de monnaie permettant de rembourser principal et intérêts liés aux anciennes créations, et ces nouvelles quantités créées le sont parce qu'elles sont liées à une croissance. Pour gagner le droit à l'emprunt de nouvelle monnaie, il faut croître...

Je ne sais pas si c'est clair ou confus....mais la notion de croissance et celles de crédit sont liées dans notre économie moderne, dont le sang est une "monnaie de crédit"....

Mais c'est une chose à creuser....